

PISTÉS ET PIÉGÉS

Expériences vécues dans les Prisons Numeriques de ICE

MAI 2022



Boston Immigration Justice
Accompaniment Network — Beyond



DETENTION
WATCH NETWORK



FREEDOM
FOR IMMIGRANTS



JUST
FUTURES
LAW

LA RESISTENCIA



ENVISION
FREEDOM



OCAID
ORGANIZED COMMUNITIES AGAINST DEPORTATIONS



ABISA



YOUTH
JUSTICE
COALITION

REMERCIEMENTS

Les auteurs souhaitent remercier chacune des personnes qui ont partagé leurs expériences au sein du programme de prison numérique de ICE.

Ce rapport a été développé par African Bureau of Immigration and Social Affairs (ABISA), Boston Immigration Justice and Accountability Network (BIJAN), Community Justice Exchange, Detention Watch Network, Envision Freedom Fund, Freedom for Immigrants, GLAHR, Just Futures Law, La Resistencia, Long Beach Immigrant Rights Coalition (LBIRC), Mijente, Organized Communities Against Deportations (OCAD), and Youth Justice Coalition. Il a été rédigé par Aly Panjwani et Hannah Lucal. Il a été révisé par Julie Mao. Il a été coordonné par Ana María Rivera-Forastieri, Elizabeth Nguyen, et Jacinta González.

Nous remercions tout particulièrement Ambien Mitchell, Jennaya Dunlap, Judy Wohlberg, Karina Solano Suarez, Luis Suarez, Maya Milic-Strkalj qui ont organisé le recueil des témoignages inclus dans ce rapport.

Les auteurs soulignent les contributions fondamentales de Youth Justice Coalition et son rapport “Tracked and Trapped: Youth of Color, Gang Databases, and Gang Injunctions.”¹ (“Traquer et Capturer: Jeunes de couleur, bases de données de gangs et mandats judiciaires contre les gangs”). Bien que ce rapport se concentre sur les répercussions de la surveillance perpétrée par ICE à travers son programme de supervision électronique, il poursuit l’engagement initié par YJC en dénonçant les repercussions néfastes de la surveillance policière, de l’étiquetage abusif de ‘gang’, et de la criminalisation.

Conception Graphique: OORI Studio

Traduit par: Lamia Guellati

“ICE suit ma position géographique 24 heures sur 24 sur SmartLink. Si le service de localisation est désactivé, le programme est déconfiguré. C’est stressant parce que tu n’as que cinq tentatives possibles pour envoyer une photo, mais il arrive que l’envoi échoue durant les cinq tentatives... C’est injuste. La surveillance est injuste.”

- D.F.

“Avec SmartLink, j’avais l’impression de toujours avoir une chaîne au pied - simplement je ne la portais plus physiquement mais virtuellement. Lorsque j’en eus fini avec SmartLink, j’ai commencé à me sentir plus à l’aise. Honnêtement, je ne le souhaite à personne, amis ou pas, parce que nous avons tous le droit à la liberté.”

- R.C.

“Je souhaite faire tout mon possible pour que nous soyons tous libérés de l’emprisonnement électronique. Le système peut sembler imbattable, mais il ne l’est pas. Nous pouvons le faire, et je suis convaincu que si nous travaillons tous ensemble, nous pouvons tous être libres.”

- Carlos

INTRODUCTION

Tout au long de l'année dernière, l'administration Biden a rapidement élargi le programme désigné sous le nom de “mesures alternatives à la détention” mené par le Service de l'Immigration et des Douanes (ICE, selon ses initiales en Anglais).

Également connu sous le nom de Programme de Supervision Intensive de Comparution (ISAP), le programme de surveillance électronique concerne **plus de 227 000 immigrants placés sous surveillance continue à ce jour, plus du double des personnes inscrites dans le programme au moment où Joe Biden entrait en fonctions.**² Bien que ISAP soit présenté comme une “alternative” au système de détention inhumain et irrémédiable de ICE, le programme élargit la portée du champ d'action carcéral et renforce les formes de détention des immigrants. Comme le décrit Mario Perez, un membre de la communauté, le programme de surveillance électronique de ICE n'est rien de plus que “quelque miettes vers la liberté” et maintient les immigrants dans des cages numériques. **Nous n'accepterons rien de moins que la fin de la criminalisation de l'immigration. La seule alternative viable à la détention est la liberté.**

Ce rapport met en évidence les conséquences néfastes que la surveillance électronique impose aux communautés d'immigrants et souligne la nécessité d'une approche radicalement différente de la question de l'immigration. Contrairement à ce que prétend ICE, les prisons numériques sont physiquement contraignantes et nuisibles à la santé et au bien-être.

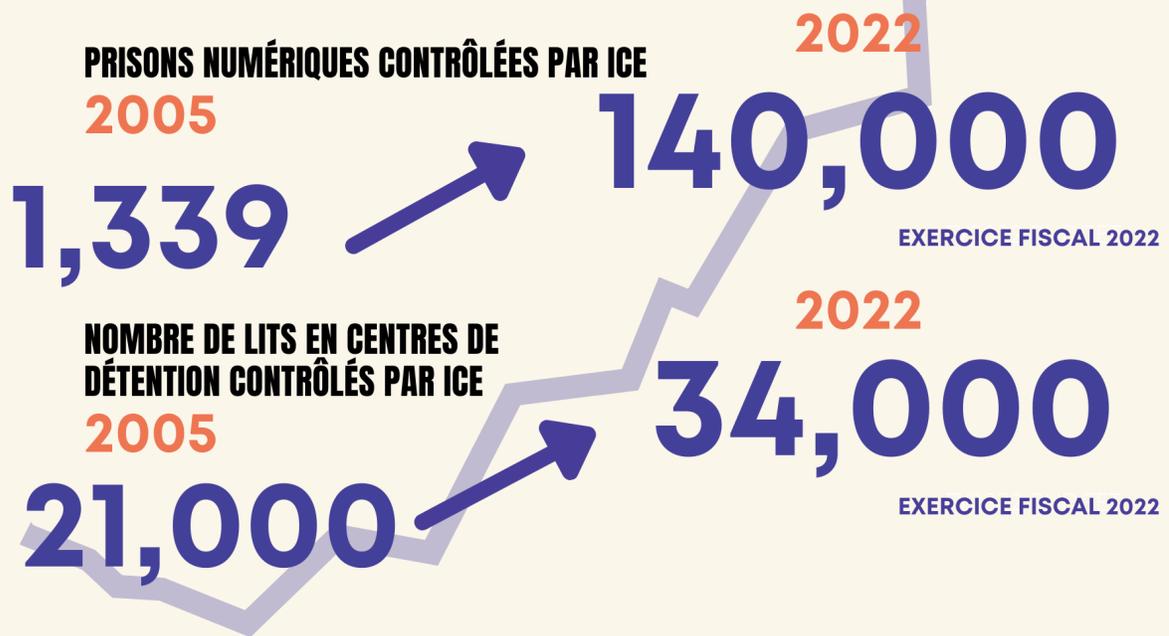
L'objectif de ICE a toujours été un contrôle renforcé des immigrants et l'augmentation de toutes les formes de détention. En 2004, le Département de la Sécurité Intérieure (DHS) conclut un contrat entre ISAP et B.I. Incorporated, une société de technologie spécialisée dans l'équipement des prisons, dont le premier contrat concernait le suivi des déplacements du bétail, et qui est également une filiale du GEO Group qui gère des prisons privées dans tout le pays.³ Depuis, B.I. demeure le fournisseur exclusif du programme, obtenant des milliards grâce à l'incarcération électronique des immigrants ainsi que celle de tant d'autres contraintes de subir des systèmes d'incarcération de

Nous n'accepterons rien de moins que la fin de la criminalisation de l'immigration. La seule alternative viable à la détention est la liberté.



masse dans le monde.⁴ Aujourd'hui, ICE s'appuie sur les menottes ou chaînes de cheville,⁵ la reconnaissance faciale à travers l'application pour téléphone portable SmartLink, la technologie de vérification vocale ainsi que le système de comparution aux bureaux de ICE, de visites à domicile, de restrictions de déplacements et d'assignation à domicile, confinant par ces moyens les immigrants dans des prisons numériques.⁶

La seule façon de réduire le taux de détention est de mettre un terme à toutes les formes de détention. Cependant, depuis les premières années de la mise en oeuvre du programme, DHS a fallacieusement présenté ISAP comme un programme qui permettrait la réduction du nombre d'immigrants en détention.⁷ Près de 20 ans plus tard, la réalité est toute autre — ISAP se propage rapidement à travers tout le pays au moment même où l'on constate une augmentation du nombre de lits dans les centres de détention, élargissant ainsi le champ de contrôle de ICE sur un bien plus grand nombre d'immigrants. Tous les bureaux régionaux de ICE ont ajouté plus de personnes au programme au cours de la dernière année; certains bureaux ont vu le nombre de personnes en détention grimper de plusieurs centaines de pour cent.⁸ Ces augmentations mettent en lumière l'effort concerté d'expansion du champ d'action des pratiques carcérales menées par l'administration Biden. Aucune rhétorique, aussi bien tournée soit-elle, ne pourra dissimuler le fait que ISAP, loin de mettre un terme à la pratique de la détention, crée une autre forme d'emprisonnement.



POURCENTAGE D'AUGMENTATION PAR BUREAU RÉGIONAL

Atlanta	52.91%	New Orleans	21.04%
Baltimore	51.95%	New York	120.20%
Boston	258.25%	Newark	91.75%
Buffalo	42.40%	Philadelphia	115.13%
Chicago	57.03%	Phoenix	1095.33%
Dallas	133.89%	Salt Lake City	57.76%
Denver	121.29%	San Antonio	364.57%
Detroit	7.05%	San Diego	68.87%
El Paso	401.18%	San Francisco	33.65%
Houston	6.41%	Seattle	51.12%
Los Angeles	39.85%	St. Paul	20.19%
Miami	104.28%	Washington DC	73.26%

Pourcentage d'augmentation du nombre d'individus enrôlés entre MAI 2021 & AVRIL 2022 par bureau régional. Données recueillies d'après les informations disponibles sur <https://www.ice.gov/detain/detention-management#tab2> (ressource en anglais)

De plus, l'application pour téléphone portable SmartLink est devenu la technologie de surveillance de prédilection de ICE. Entre juin 2019 et février 2022, le nombre de personnes enrôlées sur SmartLink par ISAP est passé de 12% à 76%.⁹ De nombreux bureaux régionaux tels ceux de Baltimore, Dallas, New York, et Phoenix ont atteint près de 1000% d'augmentation de personnes inscrites sur SmartLink au cours de la seule dernière année. Les bureaux installés à la frontière, tel celui de Harlingen, comptabilisent plus de 20 000 immigrants sur l'application SmartLink au mois d'avril 2022.

Bien que ICE caractérise la surveillance par téléphone portable comme une alternative plus humaine, SmartLink exacerbe les risques associés à la surveillance continue et à la collecte des données, et menace le respect des droits de l'homme. L'application permet la surveillance et la localisation géographique des appareils 24h sur 24, 7 jours sur 7, à travers un smartphone, et permet donc l'accès aux détails les plus intimes de la vie privée d'un individu, ce qui veut dire une quasi impossibilité de vivre, de travailler, de participer à la vie en société sans être continuellement surveillé. Tout au long de ce rapport, les expériences personnelles de personnes contraintes à l'utilisation de SmartLink témoignent du traumatisme profond et durable infligé à des familles entières et à des communautés diverses.

L'administration Biden a demandé 527 millions de dollars de financement pour le programme dans le cadre de l'exercice budgétaire 2023, afin de soutenir et intensifier la détention numérique de 200 000 immigrants.



Nous sommes dans un moment décisif. **L'administration Biden a demandé 527 millions de dollars de financement pour le programme dans le cadre de l'exercice budgétaire 2023, afin de soutenir et intensifier la détention numérique de 200 000 immigrants.**¹⁰ Depuis mars 2022, ICE a déjà dépassé cet objectif de 200 000 personnes et projette d'atteindre le nombre de plus de 400,000 immigrants inscrits au programme d'ici la fin de l'année.¹¹ De plus, ICE a annoncé le lancement d'un programme pilote d'assignation à résidence et de couvre-feu, resserrant encore son contrôle étroit sur les immigrants, ce qui entrave toute possibilité de moyens de subsistance viables.¹² Par ailleurs, avec un budget annuel de plus d'un demi-milliard de dollars, il est probable que ICE s'orientera vers de nouvelles technologies naissantes, telle que les bracelets de poignet, dans le but d'étendre la surveillance continue et d'intégrer durablement ces technologies au vaste système de surveillance qui alimente la machine arrestation-détention-déportation de ICE.

À l'intersection des échecs politiques et des contrats lucratifs aux bénéfiques records pour les entreprises privées, se trouvent les personnes assujetties au programme de surveillance électronique de ICE.

PRINCIPAUX CONSTATS

- **La surveillance de ISAP est une forme virtuelle de détention à travers laquelle l'état nous rappelle constamment que les immigrants ne peuvent être les agents ni de leur propre corps ni de leur avenir.** La surveillance au moyen de la technologie crée des traumatismes d'ordre physique et psychologique, entrave la possibilité d'emploi, et entraîne des conséquences néfastes sur l'ensemble de la famille et de la communauté.

- **ICE présente la participation dans le programme ISAP comme une décision volontaire et facultative, alors que c'est un choix forcé entre la détention physique et la détention virtuelle.** Une fois enrôlés dans le programme, ICE fournit des informations contradictoires ou fallacieuses quant aux étapes à suivre pour se libérer de sa surveillance continue, procédant au changement arbitraire des règles d'un moment à l'autre, renforçant l'humiliation, la peur et l'absence d'autonomie des immigrants ciblés par ces systèmes de contrôle.

- **SmartLink provoque une angoisse profonde en permettant l'espionnage constant de la vie privée, et ce en particulier pour les communautés de couleur qui sont très majoritairement soumises à la surveillance de ISAP et ciblées par les autorités policières en général.** De plus, la peur de la surveillance permanente non seulement limite les moyens de subsistance durables, elle entrave également les liens familiaux, l'organisation de mouvements de défense et la capacité pour les immigrants à plaider librement leur cause et celle de leur communauté en les réduisant au silence.

- **Les menottes de cheville sont douloureuses, intrusives, stigmatisantes, dangereuses et perturbent la vie quotidienne — elles sont une autre forme d'incarcération.** Les conséquences néfastes tant d'ordre physique que psychologique perdurent bien longtemps après le retrait des menottes de cheville.

- **Les comparutions obligatoires aux bureaux de ICE et de ISAP provoquent un sentiment de détresse émotionnelle, d'anxiété, et la crainte de représailles.** Les comparutions en personne demandent tellement de temps qu'il est quasi-impossible de maintenir un emploi ou de s'occuper de sa famille et de ses proches.

- **ICE n'applique pas la politique de désescalade qu'elle prône, allant à l'encontre des directives propres à l'agence, faisant ainsi de la surveillance un état de fait permanent.** Il n'existe aucune transparence quant au processus et les demandes de désescalade sont le plus souvent rejetées.

Nos communautés résistent et contestent de plus en plus le programme ISAP de ICE — notamment en partageant des témoignages qui révèlent les effets nocifs de ISAP, tel que l'ont fait les personnes représentées dans ce rapport. Un consensus se dégage: ISAP n'est autre qu'une nouvelle méthode pour mettre en cage et mettre aux fers au moyen de la surveillance électronique, et beaucoup de mouvements émergent pour exiger la suppression de toutes les formes de détention. Plus de 175 organisations ont parrainé une lettre adressée au Congrès Américain pour dénoncer le programme ISAP.¹³ Nos organisations travaillent depuis des années en collaboration avec ceux qui sont soumis à la surveillance et à la détention numérique par le programme ISAP. Nos efforts collectifs se sont renforcés tandis que ISAP évoluait de petit projet 'pilote' à un programme d'incarcération numérique d'une valeur de plusieurs milliards de dollars, qui espionne des centaines de milliers de personnes tous les jours.

Nos demandes sont simples et reposent sur l'expertise des témoins présentés dans ce rapport, ainsi que sur les décennies d'expérience accumulée par nos communautés et par les membres de nos diverses organisations de défense: l'administration Biden doit supprimer le financement de ISAP, une première étape vers un processus de démantèlement total de ICE et de DHS. ADT n'est pas une alternative à la détention, et ICE ne favorisera jamais les conditions d'une vraie liberté. Voilà pourquoi nous exigeons la satisfaction immédiate des revendications suivantes.

REVENDEICATIONS PRINCIPALES

- **Nous exigeons que ICE mette fin à la détention et supprime le programme ISAP. ISAP n'est pas un compromis pour éviter la prison et nous exigeons le rejet de toutes les formes d'emprisonnement.** ICE oppose ISAP au taux de détention, l'argument étant que si les défenseurs des droits des immigrants et les communautés souhaitent réduire le taux de détention, alors ils doivent accepter l'expansion de ISAP, et vice versa. Cet argument pose un faux-choix et n'est autre qu'une tactique politique pour justifier les attaques constantes qui ciblent les communautés d'immigrants. En vérité, ICE n'a jamais eu pour objectif de remplacer la détention physique par la surveillance électronique, au contraire les deux ont considérablement augmenté. Et les deux doivent être éradiquées.

- **Nous exigeons que ICE cesse immédiatement d'augmenter les effectifs du programme ISAP et engage le processus de désescalade à grande échelle afin de libérer toutes celles et ceux qui se trouvent actuellement sous le joug de ISAP.** Le processus de désescalade doit se faire dans les plus brefs délais, rendre compte régulièrement de sa progression en toute transparence et permettre un contrôle du processus par des organisations indépendantes.

- **Nous exigeons que ICE annule immédiatement son contrat avec B.I. Incorporated et cesse tout partenariat ayant pour but le développement de nouvelles technologies d'incarcération numérique, telle que le bracelet de surveillance de poignet.** Le partenariat grandissant de ICE avec B.I., d'une valeur de plusieurs milliards de dollars, illustre sa volonté d'investir massivement pour la criminalisation continue de l'immigration, tout en remplissant les coffres des entreprises de technologie et des prisons privées.

- **Nous exigeons que ICE et B.I. Incorporated effacent immédiatement l'ensemble des données collectées par le programme, et s'assurent que les données partagées avec/ou vendues à d'autres agences gouvernementales, organismes privés ou autre tiers soient supprimées.** Nous exigeons que ICE et B.I. Incorporated fournissent un rapport public qui détaille la surveillance menée à travers le programme, et qui doit inclure tous les moyens de surveillance utilisés, quelles données ont été collectées, dans quel but, qui en avait l'accès, et tout autre détail pertinent.
-
- **Nous exigeons du Congrès qu'il rejette la demande de financement et d'expansion de ISAP par l'administration Biden pour un montant de \$527 millions, et qu'il cesse le financement du programme et de toutes les formes de détention.** Au lieu d'investir dans des domaines tels que la Santé et l'Éducation, primordiales pour le bien-être des communautés, Biden demande \$527 millions pour le programme ATD — une augmentation de 20% par rapport à 2022 — pour financer "l'expansion continue et le recours croissant" de ICE à l'incarcération numérique et aux armes de la technologie de surveillance, ce qui décuplera le nombre de personnes soumises à la détention numérique.¹⁴

RÉPURCUSSIONS DE ISAP SUR LES INDIVIDUS

Chaque prison numérique, chaque chaîne à la cheville, chaque application SmartLink, et vérification vocale téléphonique ont des répercussions sur un être humain. Les témoignages qui suivent mettent en lumière les répercussions profondément néfastes de ISAP sur la vie de ceux qui le subissent directement, mais aussi sur celles leurs familles et de leurs communautés. Nous remercions les personnes suivantes d'avoir partagé leurs expériences personnelles et levé leur voix en défense de la dignité et de la liberté que nous méritons tous.

R.C.

Samuel

M.O.

Hassane

D.F.

Julia

Michael Bongani Langa

Mario Perez

S.A.

Anonyme

Carlos



R.C.

“Au moment où je téléchargeais SmartLink et acceptais toutes les conditions d’utilisation, j’ai eu l’impression de leur donner la permission d’accéder à tout ce qui se trouve dans mon téléphone. Bien qu’ils aient retiré ma chaîne, j’avais toujours la sensation d’être espionné, parce qu’en fait, c’est exactement ce qui se passe... Je ne le souhaite à personne, amis ou pas, parce que nous avons tous le droit à la liberté.”

La première fois que je suis arrivé aux États-Unis, j’ai été arrêté à l’aéroport et conduit directement en prison. Je ne pouvais ni dormir ni manger et je faisais des cauchemars. Lorsqu’ils ont placé la chaîne autour de ma cheville, c’était un sentiment étrange car c’est un artefact qui n’appartenait pas à mon corps. Ma cheville me faisait mal, la peau où la chaîne frottait me faisait mal. J’ai perdu beaucoup de ma sérénité et de ma confiance en moi. Ça a créé des troubles psychologiques. J’avais peur d’être dans la rue avec cette chaîne très visible, je pensais et si un agent de police me voyait. Je me sentais en danger et pas sûr de moi, j’avais l’impression que les gens me jugeraient instantanément. On se sent observé, surveillé, pas seulement par l’appareil, mais par les gens de votre propre communauté.

Porter une chaîne à la cheville revient à être toujours en prison. Vous êtes dehors, mais vous êtes en prison. Je dormais mal. Dans la rue, la batterie affaiblie commençait à faire du bruit, “batterie faible, recharger l’appareil” même si je venais de finir de le charger. Je me rendais au bureau pour obtenir une autre batterie, mais ils m’en donnaient une vieille qui s’abimait très rapidement. Soudain, ils m’appelaient au téléphone - ou bien pire, ils appelaient ma soeur et ma soeur m’appelait, inquiète - parce qu’il ne s’agit pas que de toi, toute ta famille est affectée.

Je ne pouvais pas travailler, parce qu’il fallait que je sois à la maison un jour par semaine. Je ne pouvais être à l’extérieur qu’à certaines heures de la journée. Lorsque je postulais pour un emploi, non seulement fallait-il que je justifie

le pourquoi d'un tel emploi du temps, mais le pourquoi de cette chose. C'était très embarrassant, vraiment difficile.

Et les visites mensuelles aux bureaux. Ils vous font attendre assis pendant des heures, attendre si longtemps pour rien. Si j'étais convoqué le matin, ils me gardaient toute la journée. Il me fallait appeler quelqu'un pour leur demander de récupérer mes enfants à l'école. Tant de temps perdu aux bureaux de ISAP, à attendre qu'ils m'appellent, qu'ils me demandent si j'ai toujours la même adresse, numéro de téléphone, personnes à contacter en cas de besoin, ils appellent quelques unes de ces personnes... En plus de tout cela, ils vous parlent de façon si agressive.

Mes enfants me demandaient pourquoi je portais ça. Ils observaient le stress que cela engendrait pour moi. Je ne pouvais même pas accompagner mon fils à l'école. Mon fils a beaucoup de besoins médicaux particuliers et les restrictions dues à la chaîne entravaient mes capacités à obtenir l'aide médicale adéquate.

J'ai fini par trouver un hôpital à Philadelphie qui pouvait le soigner, mais je dois me présenter à ISAP à New York. Il a fallu que je demande la permission à ISAP de quitter New York, et même lorsqu'ils me l'accordait, la chaîne se mettait à sonner alors que j'étais dans l'autobus quittant New York et tout le monde me regardait comme si j'étais en fuite, et un agent m'appelait au téléphone. Lorsqu'ils ont retiré la chaîne après un an et deux mois, je me suis sentie soulagé, un poids accablant avait été levé, je me suis senti plus calme.

Après le retrait de la chaîne, j'ai été sur SmartLink pendant 5 ou 6 mois. Au moment où je téléchargeais SmartLink et acceptais toutes les conditions d'utilisation, j'ai eu l'impression de leur donner la permission d'accéder à tout ce qui se trouvait dans mon téléphone. Bien qu'ils aient retiré ma chaîne, j'avais toujours la sensation d'être espionné, parce qu'en fait, c'est exactement ce qui se passe... Lorsque vous vous prenez en photo pour l'envoyer comme ils l'exigent, ils savent exactement où vous avez pris cette photo, si vous étiez chez vous, si vous ne l'étiez pas. C'est perturbant d'avoir quelqu'un qui observe continuellement vos mouvements, encore plus lorsque vous ne faites rien de mal.

Avec SmartLink, j'avais l'impression de toujours avoir la chaîne au pied - simplement je ne la portais plus physiquement. Lorsque j'en eus fini avec SmartLink, j'ai commencé à me sentir plus à l'aise. Honnêtement, je ne souhaite cela à personne, amis ou pas, parce que nous avons tous le droit à la liberté. Et si les politiciens et les gens responsables d'investir leur argent là-dedans pouvaient m'entendre, je souhaiterais simplement qu'ils investissent leur argent autrement. Tout ça ne résout rien.



SAMUEL

“La chaîne semble peser 2 kilos. Elle provoque deux sortes de douleur. L’une quand je marche, je ressens une douleur dans les os que j’avais fracturé en jouant au foot. Et la deuxième, ce sont des migraines constantes, c’est très étrange... Je le vois comme une forme de manipulation. Ils essayent de me dépeindre comme la pire des personnes, ils me poussent à abandonner, à repartir.”

Je viens de Trujillo, Colon, au Honduras. Je vivais dans une communauté Garifuna qui s’appelle Cristales y Rio Negro. Nous vivions humblement. Je peignais, je jouais au foot, j’étudiais. J’ai rencontré ma femme, nous avons eu un enfant. Nous avions notre propre maison, héritée de mes grands-parents. Tout allait bien jusqu’au jour où notre communauté a commencé à être menacée par le gouvernement du Honduras ainsi que par des étrangers, des Canadiens qui débarquaient. Ma région se trouve sur la côte, avec des plages magnifiques, et ces gens arrivaient avec le but d’exploiter notre communauté pour y développer le tourisme, nous menaçant pour déloger l’ensemble de notre communauté. Des individus se sont pointés chez nous avec des armes à feu, nous informant que nos terres n’étaient plus les nôtres. Le jour où j’ai décidé de partir, un groupe d’hommes armés est entré dans notre propriété par le patio arrière. Ce n’était ni des militaires ni des agents de police. On peut parler de milice privée. Ils ont tiré. Grâce à Dieu nous n’avons pas été touchés, mais il a fallu partir pour assurer ma sécurité et celle de ma famille.

Ici, aux États-Unis, nous avons une opportunité de vivre en paix, de bénéficier de droits. Mais il y a également tout le traumatisme de l'arrivée, d'être enchaîné à la cheville, d'être traité comme un danger, sans aucun égard pour ce que vous avez enduré et survécu dans votre pays d'origine. Lorsqu'ils ont posé ça sur ma jambe, j'ai pleuré, bien sûr. Et de voir qu'il le posait aussi sur ma femme? Non. Je ne comprenais pas. Nous avons simplement traversé la frontière. Cela n'avait aucun sens.

La première fois que quelqu'un a remarqué la chaîne autour de ma cheville en public - c'était terrifiant. La chaîne a hurlé "recharger batterie!" dans l'ascenseur où je me trouvais avec deux personnes qui avaient l'air terrifié.

En allant au bureau de ISAP, j'avais un sentiment de profonde appréhension. Le bureau semble se camoufler, on doute d'être au bon endroit. Vous avez le sentiment d'entrer dans une prison. Lors de mes visites obligatoires, j'ai vu des agents de ICE s'emparer d'un individu, mettre une chaîne autour de son cou, des chaînes à ses mains et ses pieds, couvrir sa bouche, le sortir par une porte dérobée et le jeter dans une fourgonnette banalisée. Ils ont fait tout ça comme si ça n'avait aucune importance. Je voulais filmer pour montrer aux gens ce qui se passait, mais j'avais peur qu'ils m'embarquent aussi. Je me sens en danger. Je ne sais pas ce qu'ils vont faire, s'ils vont procéder à un raid, avec nous tous piégés à l'intérieur.

La chaîne semble peser 2 kilos. Elle provoque deux sortes de douleur. L'une quand je marche, je ressens une douleur dans les os que j'avais fracturé en jouant au foot. Et la deuxième, ce sont des migraines constantes, c'est très étrange. Je pense que c'est à cause des ondes générées par la chaîne, cela provoque des pulsations dans ma tête, et mon rythme cardiaque change, ou je ressens des vibrations dans mes jambes. Je l'ai dit à l'agent chargé de mon dossier à ISAP, mais il m'a ignoré. Je pense que c'est vraiment dangereux, je pense que cela peut engendrer des tumeurs, le cancer. J'aimerais qu'une enquête soit menée à ce sujet.

C'est un business pour eux de nous maintenir là-dedans. Ils m'ont d'abord dit que je ne garderai la chaîne que pendant un mois. Au bout d'un mois, ils m'ont dit qu'elle serait retirée une fois que je leur donnerai mon passeport. Après la remise de mon passeport, ils m'ont dit qu'elle serait retirée après ma première comparution au tribunal de l'immigration. Après mon audience au tribunal, ils m'ont dit qu'elle serait retirée une fois que j'aurais engagé un avocat. Après avoir fait une demande de retrait auprès de ISAP, ils m'ont dit de faire cette demande auprès de ICE. Lorsque j'ai présenté ma demande à ICE, ils m'ont dit que je devrai attendre jusqu'à la fin de ma procédure judiciaire.

Je le vois comme une forme de manipulation. Ils essayent de me dépeindre comme la pire des personnes, ils me poussent à abandonner, à repartir. Ce n'est peut être pas rose ici, mais là-bas c'est bien pire, et ma vie était en danger. Être Garifuna c'est entrer en guerre et ne jamais en sortir.. Maintenant, il me faut simplement rester patient.





M.O.

“Maintenant, ils le surveillent avec l’application SmartLink, et nous limitons nos conversations, par crainte qu’un jour il y aura des représailles. Cette surveillance n’est rien d’autre que de la discrimination. Aux élus qui donnent des milliards à ces entreprises de surveillance: vous nous humiliez en tant qu’êtres humains. Mettez vous à notre place, nous ne sommes pas venus pour faire du mal à qui que ce soit.”

Dans mon pays, il y a une crise économique et une crise sécuritaire. J’avais un commerce, mais ils m’ont extorqué. Alors ma fille, mon mari et moi nous sommes enfuis aux États-Unis à la recherche de meilleures perspectives et pour la sécurité de ma fille. Lorsque nous sommes arrivés pour demander l’asile, nous avons traversé du mauvais côté et un agent de l’immigration s’est mis à nous insulter. A partir de ce moment là, je me suis sentie humiliée, bafouée - je n’aurais jamais pu imaginer que nous serions traités de la sorte.

Nous avons été détenus. Il faisait horriblement froid, et ils nous insultaient constamment. Ils nous ont dit que nous sentions mauvais, de prendre un bain, mais ils ne nous ont pas autorisé à le faire. Il n’y avait pas d’intimité dans les salles de bain. Lorsqu’ils nous ont libéré, ils ont posé le bracelet électronique de cheville sur mon mari et sur moi. Mon pied et ma cheville me font très mal, même pendant le sommeil. Lorsque je leur dis que c’était douloureux, ils m’ont dit qu’il fallait que j’encaisse ou que je minimise la marche. Ma peau s’est mise à peler. Ils nous ont dit que si nous leur remettions nos passeports, ils retireraient le bracelet, mais lorsque nous avons essayé de le faire, ils nous ont dit que ça ne marche pas comme ça. Ils nous mentent et se moquent de nous!



Nous vivons dans la peur. Nous étions toujours conscients de porter ce bracelet, craignant d'être emprisonnés à nouveau. Un jour, alors que j'étais à la laverie, il se mit à sonner sans cesse car il était cassé. Je portais toujours des pantalons qui couvraient le bracelet car les gens me regardaient de travers. Nous ne pouvions aller nulle part, pas même sortir manger. Les enfants de mes voisins avaient l'habitude de jouer avec ma fille. Mais ma voisine fut terrifiée le jour où elle remarqua mon bracelet de cheville. J'ai expliqué la situation, mais elle a dit à ses enfants de ne plus s'approcher de ma fille car nous étions dangereux. Il est impossible de vivre une vie normale avec ça.

Nous avons déménagé à Chicago, et ils ont retiré mon bracelet électronique, mais pas celui de mon mari. Lorsque j'étais enceinte, un avocat a présenté une lettre et un courrier du médecin auprès de ICE expliquant que mon mari ne pouvait garder le bracelet car il dormait à mes côtés. Ils l'ont retiré, mais maintenant, ils le surveillent avec l'application SmartLink, et nous limitons nos conversations par crainte qu'un jour il y aura des représailles. Cette surveillance n'est rien d'autre que de la discrimination.

Aux élus qui donnent des milliards à ces entreprises de surveillance: vous nous humiliez en tant qu'êtres humains. Mettez vous à notre place, nous ne sommes pas venus pour faire du mal à qui que ce soit. Aux gens qui vivent sous cette surveillance, recherchez les organisations qui peuvent vous aider, l'union fait la force, faites tout votre possible pour vous débarrasser de ça. Lutte pour vos droits, n'abandonnez pas, et conservez votre dignité avec fierté.

HASSANE

“Tu te promènes, tu vois les gens, tu te divertis peut-être de temps en temps. Mais c’est une autre forme d’incarcération parce que avec ça tu n’es jamais tranquille dans la tête quoi. Avec ça, tu as toujours la peur au ventre. Avec ça, tu es gêné... Ca pèse lourd en fait.”

Je suis né en Guinée où je travaillais pour une ONG qui luttait pour la scolarisation des jeunes filles. Je me suis engagé sur le plan politique lorsque j’étais à l’université, luttant contre l’excision des jeunes filles, contre les maladies sexuellement transmissibles, pour le droit à l’éducation. Je suis devenu membre du principal parti d’opposition, l’Union des forces démocratiques de Guinée, et je participais aux manifestations pour les droits de l’homme comme tout citoyen. J’ai été arrêté et incarcéré à plusieurs reprises. La dernière fois, j’ai réussi à sortir du trou après beaucoup de négociations. Une fois sorti, il fallait que je quitte le pays pour sauver ma vie.

Lorsque je suis arrivé aux États-Unis, l’immigration nous a retenu dans un sous-sol pendant une semaine. C’est une autre prison. Les conditions ne sont pas réunies pour y garder un être humain. On était une vingtaine de personnes. Il n’y a pas de fenêtre et les toilettes sont à l’intérieur même. Avec une température vraiment très très basse, on te donne la couverture en aluminium. De là-bas, ils m’ont envoyé au centre de détention de Otay Mesa où j’ai été incarcéré pendant quatre mois. “Centre de détention”, bon, c’est un jeu de mots; c’est une prison. Ce n’est pas du tout facile de vraiment garder la tête sur les épaules et continuer la lutte. C’est très très dur en fait.

Le jour où on te libère, ils mettent un GPS au niveau de ta cheville. C'est une autre forme d'incarcération. Tu te promènes, tu vois les gens, tu te divertes peut-être de temps en temps. Mais c'est une autre forme d'incarcération parce que avec ça tu n'es jamais tranquille dans la tête quoi. Avec ça, tu as toujours la peur au ventre. Avec ça, tu es gêné. Moi, tout le temps que j'ai porté ce GPS, je n'ai jamais mis de pantalon court pour sortir. Parce que les gens vont te regarder comme quelqu'un de très dangereux. Tu te caches toujours. C'est pas tout le monde qui verra qui peut être dira, ok lui c'est peut-être quelqu'un qui a fait une demande d'asile, ce n'est pas un méchant. Les gens ne savent pas pourquoi tu as un GPS, et moralement ça va pas.

Et puis il y a la batterie. Bon, ils disent 8h d'autonomie, mais après 2 ou 3 heures de temps, le GPS commence à faire des cris, et si tu ne changes pas la batterie rapidement, c'est un appel que tu reçois. Et si tu ne prends pas l'appel, c'est tes proches qui vont recevoir des appels... un ami, un cousin, un neveu. 4h du mat, cela ne les empêche pas de t'appeler. Ça pèse lourd en fait.

Chaque mois, je devais me présenter au bureau de ISAP. J'ai présenté de multiples demandes par écrit pour que le GPS soit retiré. On m'a dit que j'avais besoin de leur donner mon passeport, mais la Guinée refusait d'émettre un passeport. Après avoir présenté une troisième demande, on m'a dit que c'était à ICE de décider. Alors j'ai déposé une quatrième lettre au bureau de ICE. Finalement, j'ai reçu un appel dans la soirée. Je devais me présenter le lendemain matin et ils l'ont enlevé, en disant : "tu es libre, tu n'es plus dans le système". C'était vraiment un soulagement. Après tant de temps d'emprisonnement, en Guinée, aux États-Unis, après être sorti du centre de détention avec ce GPS, quand ils me l'ont enlevé, c'est là que je me suis senti libre. Voilà, il y avait un fardeau, c'est comme si j'avais quitté ce fardeau là.





D.F.

“ICE suit ma position géographique 24 heures sur 24 sur SmartLink. Si le service de localisation est désactivé, le programme est déconfiguré. C’est stressant parce que tu n’as que cinq tentatives possibles pour envoyer une photo, mais il arrive que l’envoi échoue durant les cinq tentatives. Avec d’autres applications, je peux rétracter l’autorisation d’utiliser la localisation, et c’est tout... C’est injuste. La surveillance est injuste. La détention est injuste.”

Ma femme et moi portions un bracelet électronique à la cheville depuis 4 mois quand nous sommes arrivés à Chicago. Lorsque nous nous sommes présentés au bureau de ICE à Chicago, ils nous ont annoncé qu’il n’était plus nécessaire pour elle de le porter, mais que je devais le garder en tant que chef de famille. Au bout d’un an, j’ai été transféré sur SmartLink, où je dois envoyer des photos de moi tous les mardis, recevoir des appels, et me présenter au bureau. Je n’ai jamais vécu une expérience comparable auparavant. À partir de l’instant où la surveillance commence, que ce soit le bracelet à la cheville ou l’application SmartLink, tu te sens très mal. Ça t’affecte profondément sur le plan psychologique.

C’était intense de vivre avec un bracelet à la cheville pendant un an. Tu ne peux pas laisser la batterie se décharger, mais plus le temps passe, plus le temps d’autonomie diminue. Un jour, elle a cessé de fonctionner à 3h du matin et 3 agents m’ont appelé en l’espace de 10mn en demandant où j’étais, où je comptais m’enfuir. Ça te tue psychologiquement et je garde des séquelles sur le plan physique. C’était douloureux de dormir, de prendre un bain, de marcher.



Très souvent les gens m'ont pris pour une personne dangereuse qui a du faire des choses terribles. Un jour chez un marchand de vins, quelqu'un m'a reproché d'enfreindre les conditions de ma liberté conditionnelle. On ne m'a jamais traité ainsi dans mon pays, et arriver ici pour être traité de cette façon m'affecte profondément.

ICE suit ma position géographique 24 heures sur 24 sur SmartLink. Si le service de localisation est désactivé, le programme est déconfiguré. C'est stressant parce que tu n'as que cinq tentatives possibles pour envoyer une photo, mais il arrive que l'envoi échoue au cours des cinq tentatives. Avec d'autres applications, je peux rétracter l'autorisation d'utiliser la localisation, et c'est tout. À cause du bracelet électronique puis de SmartLink, j'ai perdu beaucoup d'opportunités d'emploi. Les employeurs ne comprennent pas que tu ne puisses pas travailler certains jours de la semaine, ni pourquoi tu as besoin d'une journée de congé 1 à 3 fois par mois. Je trouve des emplois, mais dès que j'énonce ces conditions, ils me disent que je ne peux pas travailler.

J'ai un message pour les politiciens: vous faites un mauvais investissement. Vous gaspillez l'argent de ce pays dans quelque chose qui n'a aucun sens. Vous devriez investir dans d'autres choses à résoudre, comme la pauvreté ou l'addiction. C'est injuste. La surveillance est injuste. La détention est injuste.

JULIA

“Lorsque je recherchais une école pour mes filles...On m’a d’abord dit qu’il y avait des places disponibles. Une fois qu’ils se sont rendus-compte que je portais une chaîne à la cheville, ils m’ont dit que les places étaient annulées...C’était une expérience très désagréable, honteuse et difficile pour mes enfants et je ne le souhaite à aucune famille. C’est un exemple horrible parmi beaucoup d’autres, c’est pourquoi j’ai pris la décision de ne plus sortir tant que je porterai la chaîne.”

Je m’appelle Julia. Je suis Garifuna du Honduras. Je suis arrivée aux États-Unis il y a à peu près 4 ans. Je suis entrée dans le pays avec mes deux filles et nous avons passé deux jours dans la “glacière”, une prison que je ne souhaite à personne. C’était horrible. Nous avons ensuite été envoyées au South Texas Family Residential Center (centre résidentiel familial du Texas du Sud) où nous sommes restées pendant trois semaines, une odyssée.

Pour pouvoir quitter cet endroit, ils ont posé une chaîne sur ma cheville, ce qui était encore pire, and j’ai du la porter pendant 4 mois. C’était une expérience difficile pour moi et je suis restée à l’intérieur la plupart du temps. Parce que j’avais tellement honte de porter cette chaîne, et je me sentais tellement mal quand les gens la remarquaient et me regardaient, j’étais très stressée et très affectée. Je me sentais mal psychologiquement. C’est pour cela que je demande du fond du coeur aux responsables du gouvernement de cesser de financer les entreprises et les gens qui se font tellement d’argent en fabriquant ces chaînes.

Je crois qu’il serait préférable d’investir l’argent dans l’éducation pour les immigrants et pour tous ceux qui en ont besoin.

MICHAEL BONGANI LANGA

“SmartLink me rappelle le système d’Apartheid de mon pays. Le harcèlement par la police est quotidien parce que vous appartenez à un certain parti politique. C’était une situation où il fallait vivre en exil pour essayer d’échapper à la police. L’Apartheid m’a profondément éprouvé ainsi que beaucoup d’autres qui ont été violemment harcelés ou assassinés par le système. Cela a créé un traumatisme psychologique qui me poursuivra jusqu’à la fin de ma vie.”

Je suis né en Afrique du Sud, à Durban, aujourd’hui le KZN. Je détiens deux diplômes d’études supérieures en psychologie et en théologie. Je suis arrivé aux États-Unis en toute légalité avec un visa J-1 pour travailler en tant que psychologue du comportement. Je vis dans ce pays depuis presque 22 ans où je paye mes impôts et respecte les lois. Malheureusement, mon mariage s’est effondré, et par conséquent j’ai été embarqué par ICE et emprisonné pendant 11 mois.

J’ai été libéré sous caution pour un montant de \$3500, à la condition que je porte un GPS de surveillance. Si le GPS cesse de fonctionner pour une raison ou une autre, les agents de ICE appellent et vous menacent d’emprisonnement en affirmant que vous avez enfreint les conditions de votre mise en liberté. On ne vous donne pas l’opportunité de signaler que l’appareil est défectueux, parce que les agents de ICE vous harceleront. Ce qui est choquant, c’est que les agents de ICE ne répondent jamais au téléphone lorsque vous avez besoin de signaler quelque chose, MAIS si ce sont eux qui appellent, vous devez répondre sur l’instant.

Je ne pouvais pas marcher correctement avec le GPS et j'en avais des bleus sur la jambe. De plus, et au delà des problèmes de santé, le GPS me stigmatisait au sein de ma communauté et j'étais perçu comme dangereux. Pendant près d'un an, j'ai appelé l'agent responsable à ICE pour me plaindre du GPS et il a toujours refusé de le retirer. Plus tard mon avocat m'a accompagné pour montrer à ICE l'état de ma jambe.

Après ça ils l'ont finalement retiré et m'ont enrôlé sur SmartLink, où vous avez un délai d'une heure tous les mardis pour télécharger un selfie. Si vous ne le faites pas, vous êtes constamment harcelé et vous êtes convoqué au bureau de ICE pour satisfaire cette exigence. SmartLink est nettement préférable au GPS mais il y a des restrictions. Votre situation économique en souffre parce que vous ne pouvez pas travailler au noir pour pourvoir aux besoins de vos enfants.

J'ai deux fils nés dans ce pays. Il est impossible de s'asseoir chez soi à cause des restrictions imposées par l'immigration, impossible de subvenir à ses besoins et à ceux de ses enfants, de payer les factures, les frais médicaux, et les impôts. Et donc SmartLink n'est pas la solution. Ce n'est pas possible de travailler les mardis, et EN PLUS il faut rester chez soi un jour par mois. PERSONNE n'accepte de vous embaucher dans ces conditions. Vous n'avez pas le droit de quitter la ville et si le travail est dans un autre état, vous ne pouvez pas l'accepter.

SmartLink me rappelle le système d'Apartheid de mon pays. Le harcèlement par la police est quotidien parce que vous appartenez à un certain parti politique. C'était une situation où il fallait vivre en exil pour essayer d'échapper à la police. L'Apartheid m'a profondément éprouvé ainsi que beaucoup d'autres qui ont été violemment harcelés ou assassinés par le système. Cela a créé un traumatisme psychologique qui me poursuivra jusqu'à la fin de ma vie. L'Apartheid et la détention étaient l'ordre du jour en Afrique du Sud. Aujourd'hui, immigration, détention PLUS déportation sont l'ordre du jour en Amérique. Être arraché à sa famille à cause de ce traitement inhumain est une violation des droits de l'homme.

MARIO PEREZ

“Ceux qui ont été emprisonnés et sont maintenant enrôlés dans ADT peuvent hésiter à partager leur expérience parce que nous sommes censés croire que c’est la “meilleure” option et que nous devrions en être reconnaissants. Pourtant, je n’arrive pas à guérir des traumatismes de l’incarcération parce que la prison numérique n’est pas une alternative à la liberté. L’ensemble de ce système de ADT a été conçu pour rendre le plus difficile possible notre retour à la vie, à nos familles, et à nos communautés.”

Je suis originaire du Mexique. Ma famille a émigré au Inland Empire, en Californie, lorsque j’avais 5 ans et j’y ai vécu pendant plus de 30 ans. En 2013, j’ai bénéficié de DACA, mais des erreurs concernant mon casier judiciaire m’ont empêché de renouveler mon permis de travail. Mon dossier a été transmis au système d’immigration et ICE m’a arrêté et emprisonné dans un de leurs centres de détention en 2018. J’ai été relâché au bout de 6 mois et placé dans le programme ADT.

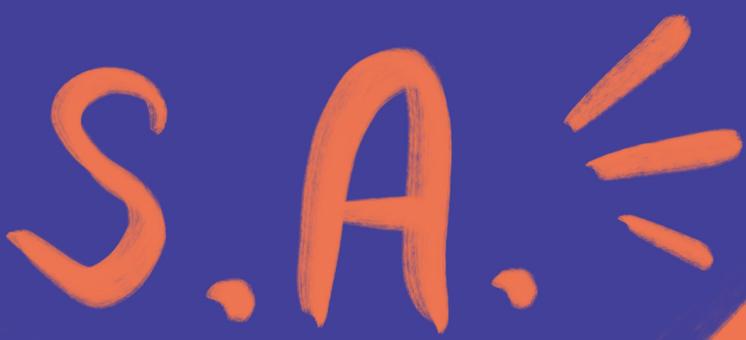
Avant d’être relâché, ICE a posé un GPS sur ma cheville. Durant les 7 premiers mois, je recevais des visites à domicile hebdomadaires des agents de ICE et j’étais coincé chez moi de 6h à 18h, ainsi que des convocations à leur bureau deux fois par semaine. Au bout de 7 mois, on m’a demandé de télécharger SmartLink, et tous les lundis je devais prendre une photo entre 8h et 10h et l’envoyer par le biais de l’application pour leur indiquer ma position géographique. J’ai continué à me rendre au bureau deux fois par semaine jusqu’à l’arrivée du Covid, à ce moment là nous sommes passés aux appels vidéo, mais leur système est défectueux et les appels vidéo n’aboutissaient que rarement. Aujourd’hui, ce sont de simples appels téléphoniques.

Ceux qui ont été emprisonnés and sont maintenant enrôlés dans ADT peuvent hésiter à partager leur expérience parce que nous sommes censés croire que c'est la "meilleure" option et que nous devrions en être reconnaissants. Pourtant, je n'arrive pas à guérir des traumatismes de l'incarcération parce que la prison numérique n'est pas une alternative à la liberté. Les défis que nous devons relever sont terribles, et ils nuisent à notre santé et à notre capacité d'existence. La peur et l'angoisse incessantes de se savoir surveillé à chaque instant m'ont brisé physiquement et émotionnellement. L'ensemble de ce système ATD a été conçu pour rendre notre retour à la vie, à nos familles, et à nos communautés le plus difficile possible.

Être conscient que je ne suis ni libre ni autonome engendre énormément de stress et d'anxiété. Un des exemples des plus terribles est le jour où je fêtais mon premier anniversaire depuis ma remise en liberté, et le bracelet électronique ne se rechargeait pas et continuait de sonner, de vibrer, et de me dire "recharger batterie". C'était un vendredi après-midi, et je n'ai pu joindre personne pour m'aider. C'était non seulement embarrassant mais aussi extrêmement frustrant.

Il est certain que cette expérience a été néfaste pour tous ceux qui m'entourent. Non seulement observent-ils mon parcours à travers le système de surveillance de ICE avec beaucoup de stress, ils doivent également adapter leur propre vie à mon emploi du temps, à mes restrictions, à ma liberté conditionnelle.

J'en appelle avec urgence à ceux qui détiennent le pouvoir de cesser de financer ces systèmes et ces agences qui n'apportent aucune aide humanitaire, et qui continuent à terroriser des individus et des communautés entières avec leur terrifiants moyens de surveillance. Ils doivent savoir que ADT et la technologie que le programme déploie nie toute possibilité de justice qui favoriserait réparations et apaisement, ce que nous méritons. Je veux que les gens retiennent que les "Alternatives à la Détention" n'existent pas.



S.A.

“Bien sur que je suis gêné d’avoir cet appareil à la cheville. J’ai besoin de sortir, de travailler, de faire les courses, mais lorsque les gens aperçoivent mon bracelet sur la jambe, ils crient ou même tentent de me frapper. Ils pensent que j’ai fait quelque chose d’horrible. Je ne suis pas en sécurité dehors à cause de ma jambe.”

Je suis né à Haïti. Lorsque je suis arrivé aux États-Unis en 2016, je suis allé à Brockton, Massachusetts car ma soeur y vit. J’y ai vécu pendant à peu près six ans. Lorsque je me suis marié, ma femme et ses deux enfants ont déménagé à Brockton. J’avais deux emplois, et je subvenais à leurs besoins jusqu’au jour où j’ai été arrêté.

J’ai passé un an en prison, après quoi j’ai été transféré à ICE et j’ai passé une autre année dans une prison d’immigration. C’était la première fois que j’allais en prison et lorsque j’ai été relâché en Aout 2021, j’étais heureux d’être libre bien sûr. Mais ils ont posé ce bracelet électronique sur ma cheville, je pensais que ce serait très temporaire, mais ça n’a pas été le cas. D’autres hommes relâchés en même temps que moi sont depuis passés sur l’application téléphonique. Mais ils m’ont oublié. Je continue de porter le bracelet électronique à ce jour.





J'ai le sentiment d'être toujours en prison parce que je ne peux aller nulle part, je ne peux rien faire pour ma famille. Ma femme et mes beaux-enfants ont été expulsés de leur logement lorsque j'étais en prison et ont dû déménager en Pennsylvanie. Lorsque ICE m'a autorisé à rendre visite à ma famille, ma fille s'est enfuie en pleurant quand le bracelet s'est mis à vibrer. Elle était terrifiée. Bien sûr que je suis gêné de porter cet appareil à la cheville. J'ai besoin de sortir, de travailler, de faire les courses, mais lorsque les gens aperçoivent mon bracelet sur la jambe, ils crient ou même tentent de me frapper. Ils pensent que j'ai fait quelque chose d'horrible. Je ne suis pas en sécurité dehors à cause de ma jambe.

Parfois je suis très déprimé. Je dors mal. Le bracelet vibre, m'effraie et me réveille en sursaut. Il me fait mal à la cheville et provoque des démangeaisons et des irritations. Même mon pied me fait mal à l'intérieur de ma chaussure.

Si je pouvais m'adresser à ceux qui sont au pouvoir, je dirai: "Avant d'empocher l'argent que vous vous faites en vendant ces bracelets électroniques, pensez à tous ceux qui en souffrent et à ceux qui risquent la mort."

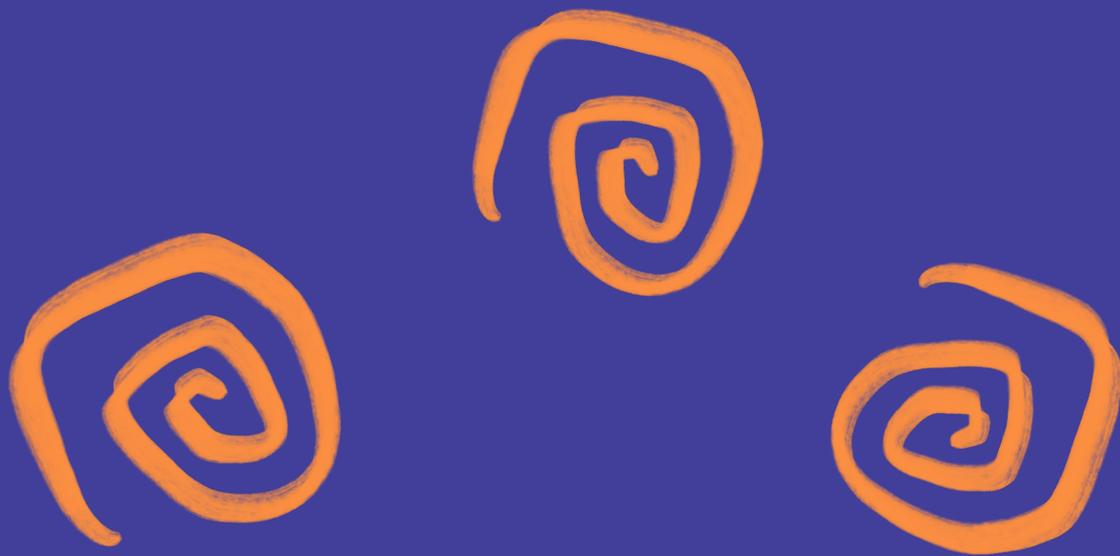
Je souffre beaucoup, mais je prie et j'essaie d'avancer. À tous ceux qui souffrent à l'intérieur ou à l'extérieur des prisons de ICE, comme moi, je dis: "je connais votre douleur. N'abandonnez pas. Essayez de parler à quelqu'un qui peut vous aider à le faire retirer."

ANONYME

“Mon bracelet n’était pas bien ajusté, alors j’avais souvent du mal à le cacher, et si je portais autre chose que des chaussettes longues, la courroie du bracelet frottait contre mes chevilles. Je suis assez active au sein de mon église, et c’était parfois difficile de le cacher sous la tenue nécessaire à l’occasion. Je ne voulais surtout pas que les gens le remarquent, et encore moins qu’ils me jugent.”

J’ai 24 ans. Mon histoire d’immigration commence par ma naissance au Mexique. Très jeune, j’ai été emmenée aux États-Unis. Ma famille et moi vivions dans un petit village tranquille dans le sud de l’Illinois. J’ai grandi au sein d’une communauté de culture essentiellement blanche et Américaine. De la maternelle au lycée, j’étais avec la même communauté. C’est la seule culture que j’ai jamais connue. J’avais beaucoup de rêves, et j’ai pu en réaliser quelques-uns lorsque DACA a été créé. J’ai pu obtenir un permis de travail et étudier à l’université.

J’étais étudiante à l’université dans l’état de l’Illinois jusqu’en 2018, quand j’ai été arrêtée pour avoir commis un délit et condamnée à servir une peine de prison. J’ai été relâchée en Octobre 2020 et j’allais bientôt compléter ma période de probation quand j’ai été arrêtée par DHS, puis transférée dans une prison de ICE. J’ai été déplacée d’une prison à l’autre; de l’Illinois au Missouri, à l’Indiana, et retour en Illinois.



La condition de ma remise en liberté était le bracelet électronique et le programme ISAP, avec les appels téléphoniques, les visites à domicile, et les visites au bureau. Mon bracelet n'était pas bien ajusté, alors j'avais souvent du mal à le cacher, et si je portais autre chose que des chaussettes longues, la courroie du bracelet frottait contre mes chevilles. Pour pouvoir plus facilement le dissimuler, je portais des jeans droits ou légèrement évasés. Je suis assez active au sein de mon église, et c'était parfois difficile de le cacher sous la tenue nécessaire à l'occasion. Je ne voulais surtout pas que les gens le remarquent, et encore moins qu'ils me jugent.

J'étais en probation depuis 6 mois lorsque ICE m'a arrêté, alors porter un bracelet électronique représentait un énorme pas en arrière. Quiconque a connu les prisons de ICE sera prêt à tout pour en sortir, être en famille, ou simplement respirer l'air frais. Je prie pour que beaucoup d'autres puissent sortir de ces prisons. C'est ICE qui décide qui relâcher et qui placer sur ADT. Le bracelet électronique vous donne le sentiment d'être toujours détenu par ICE, mais il me rappelle aussi ce que j'ai enduré et me fait apprécier chaque seconde de liberté.

CARLOS

“Je ne me sens pas libre. J’ai l’impression d’être toujours incarcéré - ce n’est qu’une autre forme de prison. Les répercussions sur ma famille ont été désastreuses. Mes filles en particulier ont été profondément traumatisées. Elles m’ont vu porter le bracelet électronique, recevoir des appels agressifs de ICE chaque fois qu’il y avait un problème, et aujourd’hui avec SmartLink, elles sont terrifiées que je puisse être à nouveau arraché à elles à tout moment... Même lorsque cette surveillance électronique cessera, je ne sais pas comment ou si un retour à la normale sera possible.”

Nous sommes une famille de cinq venant du Mexique, et nous vivons dans le Inland Empire en Californie du Sud depuis que nos filles sont nées. J’ai été incarcéré et libéré sous caution en Octobre 2019. Depuis, je suis dans le programme ISAP et cela a été traumatisant non seulement pour moi, mais pour toute ma famille. Je suis censé être libre, mais en réalité je ne le suis pas.

Lorsque j’ai été relâché, ils ont posé un bracelet électronique sur ma cheville. C’était un cauchemar - il n’a jamais bien fonctionné, et il a fallu remplacer la batterie dix fois peut-être. Les agents de ISAP prétendent que la batterie a une durée de 4 à 8 heures, mais elle se vide toujours après deux heures. Il m’est arrivé de recevoir des appels alors que j’étais au volant pour me dire que l’appareil était déconnecté et qu’il fallait que je rentre chez moi au plus vite. Ou la batterie sonnait et il fallait que je me précipite pour la changer, même au milieu de la nuit alors que ma femme et moi dormions. Ma famille vivait dans la crainte que je sois à nouveau détenu.

J'étais censé me faire retirer le bracelet électronique plus tôt, mais ils m'ont dit qu'à cause de la pandémie je devrais le garder plus longtemps. Finalement, ils m'ont dit qu'ils pourraient le retirer si je leur donnais mon passeport Mexicain. Mais je n'ai pas pu obtenir un rendez-vous au consulat Mexicain - nous les avons appelé tous les jours pendant deux mois. Lorsque nous avons enfin obtenu un rendez-vous, on m'a dit que je n'étais pas éligible pour un passeport à cause d'une erreur sur mon extrait de naissance. C'était tellement frustrant, car j'avais l'autorisation de le faire retirer, mais je ne pouvais pas pour des raisons de bureaucratie. Où que nous allions, les portes nous étaient fermées.

Quand ils ont enfin retiré l'appareil, ICE m'a inscrit sur SmartLink. C'est toujours le même traumatisme d'être contrôlé, d'être attaché à une laisse, redoutant constamment que quelque chose se dérègle et que je sois à nouveau emprisonné. J'ai trois types d'appels téléphoniques avec SmartLink. Une fois par mois, je dois me présenter au bureau de ICE et séparément au bureau de ISAP. De plus, je dois appeler un centre de messagerie pour confirmer mon identité, puis je dois rappeler pour donner un code à cinq chiffres pour la reconnaissance vocale. Je reçois un appel presque toutes les semaines. Je dois être chez moi pour ces appels, donc je dois demander un jour de congé au boulot. Il arrive que tous les appels soient prévus la même semaine, ce qui rend la situation stressante et le travail très difficile.

Je ne me sens pas libre. J'ai l'impression d'être toujours incarcéré - ce n'est qu'une autre forme de prison. Les répercussions sur ma famille ont été désastreuses. Mes filles en particulier ont été profondément traumatisées. Elles m'ont vu porter le bracelet électronique, recevoir des appels agressifs de ICE chaque fois qu'il y avait un problème, et aujourd'hui avec SmartLink, elles sont terrifiées que je puisse être à nouveau arraché à elles à tout moment. Elles demandent à leur mère où je suis et ce que je fais quand je ne suis pas à la maison. Lorsque j'ai été convoqué au tribunal, elles voulaient m'accompagner, parce qu'elles craignaient que je perde mon procès et que je sois détenu. Mes filles travaillaient très bien à l'école avant tout ça, mais elles ont été vraiment perturbées cette dernière année. À tel point que les enseignants nous ont appelé et proposé de nous recommander à un psychologue pour traiter leur anxiété. C'est très difficile pour ma femme aussi. Elle m'appelle si j'ai le moindre petit retard quand je quitte le travail car elle a toujours peur que quelque chose me soit arrivé.

Cela fait bientôt 3 ans. Je ne sais pas combien de temps ça va durer. J'ai un permis de travail, mais je ne vois pas la fin de ISAP arriver de si tôt, puisqu'on m'a dit que je continuerai à être surveillé jusqu'à la résolution de mon dossier d'immigration, ce qui peut prendre des mois ou des années. Même lorsque cette surveillance électronique cessera, je ne sais pas comment ou si un retour à la normale sera possible. Cette expérience a été tellement traumatisante pour toute ma famille que je ne crois pas que cela cessera même lorsque je serai libéré de ce système. Les répercussions sont d'ordre psychologique et physique. Cela fait plus d'un an que mon bracelet électronique a été retiré, mais j'ai toujours un problème au niveau d'un nerf à la cheville - elle s'ankylose et se paralyse presque tous les jours.

Je souhaite faire tout mon possible pour que tous soient libres de l'emprisonnement électronique. Le système peut sembler imbattable, mais il ne l'est pas. Nous pouvons le faire, et je suis convaincu que si nous travaillons tous ensemble, nous pouvons tous être libres.



CONCLUSION

Comme en témoignent avec éloquence ces expériences de vie, ISAP n'est pas une alternative à la détention; c'est un prolongement technologique de la détention. Les répercussions physiques et psychologiques qu'entraînent le programme doivent cesser. ICE doit immédiatement mettre fin à ses prisons numériques, ainsi qu'à toutes les formes de détention des immigrants — la liberté totale est la seule solution viable. Il n'y a aucune alternative à la détention si ce n'est la liberté.

“Aux élus qui donnent des milliards à ces entreprises de surveillance: vous nous humiliez en tant qu'êtres humains. Mettez vous à notre place, nous ne sommes pas venus pour faire du mal à qui que ce soit. Aux gens qui vivent sous cette surveillance, recherchez les organisations qui peuvent vous aider, l'union fait la force, faites tout votre possible pour vous en débarrasser. Lutte pour vos droits, n'abandonnez pas, et conservez votre dignité avec fierté.”

- M.O.

NOTES DE FIN

1 Youth Justice Coalition, *Tracked and Trapped: Youth of Color, Gang Databases, and Gang Injunctions* [“Traquer et Capturer: Jeunes ‘de couleur’, bases de données de gangs et mandats judiciaires contre les gangs”], (Dec. 2012), <https://www.youth4justice.org/wp-content/uploads/2013/07/Tracked-and-Trapped.pdf>.

2 U.S. Immigration & Customs Enforcement, *Detention Oversight: Detention Statistics* [Service de l’Immigration et des Douanes des Etats-Unis, Contrôle des Détentions: Statistiques de Détention, dernier accès le 11 Mai 2022, <https://www.ice.gov/detain/detention-oversight#tab2>].

3 Johana Bhuiyan, *Poor Tech, Opaque Rules, Exhausted Staff: Inside the Private Company Surveilling US Immigrants* [Technologie défectueuse, Règles Opaques, Personnel Exténué: À l’Intérieur de l’entreprise privée qui surveille les immigrants aux Etats-Unis], The Guardian, le 7 Mars 2022, <https://www.theguardian.com/us-news/2022/mar/07/Us-immigration-surveillance-ice-bi-isap>; Chambre des Députés des Etats-Unis, *Letter to Immigration & Customs Enforcement (ICE)* [Lettre au Service de l’Immigration et des Douanes (ICE, selon ses initiales en Anglais), Lettre au Congrès (Fev. 2022), https://tlaib.house.gov/sites/tlaib.house.gov/files/ICE%20ISAP%20Congressional%20Letter_final.pdf].

4 Todd Feathers, *‘They Track Every Move’: How US Parole Apps Created Digital Prisoners* [‘Ils suivent chacun de mes mouvements’: Aux Etats-Unis les Applis de Liberté Conditionnelle ont créé des Prisonniers Numériques], The Guardian, le 4 Mars 2021, <https://www.theguardian.com/global-development/2021/mar/04/they-track-every-move-how-us-parole-apps-created-digital-prisoners>.

5 Les personnes dont les témoignages sont présentés dans ce rapport utilisent les termes de “chaîne de cheville”, “bracelet électronique”, et “GPS” de manière interchangeable.

6 Just Futures Law and Mijente, *ICE Digital Prisons: The Expansion of Mass Surveillance As ICE’s Alternative to Detention* [Les Prisons Numériques de ICE: L’Expansion de la Surveillance de Masse comme Alternative de ICE à la Détention], Rapport (Mai 2021), <https://www.flipsnack.com/justfutures/ice-digital-prisons-1u8w3fnd1j/Full-view.html>.

7 Angelika Albaladejo, *Despite Biden’s Promises, Immigrant Detention and Surveillance Grow* [Malgré les Promesses de Biden, la Détention et la Surveillance des Immigrants Augmentent], Capital & Main, le 10 Aout 2021, <https://capitalandmain.com/despite-bidens-promises-immigrant-detention-and-surveillance-grow>.

8 ICE, *voir* note 1.

9 *Id.*

10 Département de la Sécurité Intérieure, Résumé de l'Exercice Fiscal 2023 (2022), https://www.dhs.gov/sites/default/files/2022-03/22-%201835%20-%20FY%202023%20Budget%20in%20Brief%20FINAL%20with%20Cover_Remediated.pdf à 10.

11 ICE, *voir* note 1; Ted Hesson & Mica Rosenberg, *Private Prison Company to Test U.S. House Arrest Program for Immigrants*, [*Une Entreprise Privée Met à l'Essai le Programme d'Assignation à Domicile pour les Immigrants aux Etats-Unis*], Reuters, le 16 Février 2022, <https://www.reuters.com/world/us/private-prison-company-test-us-house-arrest-program-immigrants-2022-02-16>.

12 Hesson & Rosenberg, *voir* note 10.

13 Bhuiyan, *voir* note 2.

14 Département de la Sécurité Intérieure., *voir* note 9.